



HAL
open science

L'électorat de droite, le rapport de forces UMP-UDF à l'épreuve

Florence Haegel, Nicolas Sauger

► **To cite this version:**

Florence Haegel, Nicolas Sauger. L'électorat de droite, le rapport de forces UMP-UDF à l'épreuve. Atlas électoral 2007, Presses de Sciences Po, pp.58 - 63, 2007, 9782724610116. hal-01032123v2

HAL Id: hal-01032123

<https://sciencespo.hal.science/hal-01032123v2>

Submitted on 27 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Conseil National de
l'Union pour la Démocratie Française



2/ Les électors politiques

L'ÉLECTORAT DE DROITE : LE RAPPORT DE FORCES UMP-UDF À L'ÉPREUVE

Florence HAEGEL & Nicolas SAUGER

*François Bayrou,
une alternative
au centre ?*

En quelques années, la situation au sein de la droite modérée s'est largement transformée. En 2002, l'Union pour un mouvement populaire (UMP) a été créée autour de l'ex-Rassemblement pour la République (RPR). Elle domine sans conteste son camp et a renouvelé son leadership avec l'élection de Nicolas Sarkozy à sa présidence en 2004. Parallèlement, l'Union pour la démocratie française (UDF) s'est délestée de ses composantes radicale et libérale, elle s'est présidentialisée et a affirmé une stratégie d'autonomie. En 2007, la droite se trouve donc dans une situation inédite : l'équilibre des forces longtemps maintenu a été brisé et la prochaine élection présidentielle est devenue clairement un test. Celle-ci va-t-elle catalyser, accélérer ou couper court à ces transformations ? Ces dernières vont-elles se traduire dans une recomposition de l'électorat de la droite ?

LA TRANSFORMATION DE L'OFFRE ÉLECTORALE

Un électorat n'existe pas en soi. Il se constitue en fonction d'une offre et d'une conjoncture électorales. Dans le cas de la droite, cette affirmation n'est pas inutile à rappeler en raison de la complexité de cette offre et des changements qui l'ont récemment affectée.

En effet, de 1981 à 2002, il était difficile de distinguer deux électors de la droite modérée. Aux législatives, un accord sur un grand nombre de candidatures uniques au premier tour était la règle et la désignation des candidats reposait sur le principe de la reconduction des sortants. Celui-ci pouvait d'ailleurs se prolonger par ce qui fut appelé un « droit de suite », c'est-à-dire la possibilité laissée au parti du sortant d'investir un autre de ses candidats dans cette circonscription. Pour les deux formations, ces pratiques contribuaient à figer un rapport de

forces. Pour les électeurs, elles alimentaient une indétermination des étiquettes partisans qui conduisait à une forme de rapprochement : les électeurs de la droite se caractérisaient d'ailleurs, à la fin des années 1990, par leur proximité tant au niveau sociologique qu'idéologique.

Les élections présidentielles constituaient un cas de figure sensiblement différent dans la mesure où les candidatures présidentielles de droite ne s'inscrivaient qu'imparfaitement dans des structures partisans. En 1995, la rivalité Chirac-Balladur ne renvoyait pas simplement à une opposition UDF-RPR ; en 2002, la compétition était plus lisible mais la cartographie réelle des soutiens fournissait un tableau bien plus complexe dans la mesure où une partie significative des parlementaires UDF et Démocratie libérale (DL) avait décidé de soutenir, dès le premier tour, la candidature de Jacques Chirac. Les électeurs eux-mêmes apparaissaient d'ailleurs largement troublés par cette nouvelle structuration de l'offre politique. L'électorat de François Bayrou, par exemple, ne regroupait que 40 % des sympathisants de l'UDF en 2002 ; il était, de plus, composé pour moitié par des sympathisants d'autres partis de la droite modérée, des écologistes ou même du Parti socialiste.

LE TOURNANT DE 2002 ET 2004

La perspective a radicalement changé depuis 2002. Le rapport de forces n'est plus stabilisé et l'épreuve électorale devient décisive et directe. De ce point de vue, les élections régionales et cantonales de 2004 fournissent quelques indications sur les grandes tendances en cours : la domination de l'UMP est établie et la survie électorale de l'UDF est affirmée mais s'apparente à une stabilisation à un bas niveau (moins de 12 % des suffrages exprimés, ce qui est peu pour un parti de gouvernement), résultant d'une érosion progressive du nombre de ses soutiens depuis les années 1980. Toutefois ces élections ne peuvent être considérées comme un précédent compte tenu des configurations locales de candidature (il n'y avait pas, par exemple, de liste UDF autonome dans près du tiers des régions françaises) et de la spécificité de ce type d'élection intermédiaire, propice à l'expression de mécontentements. Le contexte de 2004 était en effet défini entièrement à partir du prisme de l'impopularité du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. En outre, ce rapport de forces entre partis se joue, plus qu'auparavant, lors des présidentielles : l'UDF qui n'avait été pendant vingt ans guère plus qu'un cartel électoral, incapable de présenter un candidat à la présidence de la République, est maintenant un parti qui mise sur la vocation présidentielle de son leader, François Bayrou.

La situation issue de l'élection présidentielle 2007 pèsera donc sur les stratégies des législatives. En effet, une partie significative des parlementaires UDF a été élue alors qu'ils n'ont pas eu à affronter de concurrents de l'UMP. Devant la stratégie d'opposition de l'UDF durant la mandature, beaucoup à l'UMP regrettaient de ne pas avoir établi une domination parlementaire plus nette en présentant systématiquement des candidats dans les circonscriptions tenues par l'UDF. En réalité, tout comme Alain Juppé avait préféré adopter en 2002 une position de négociation avec l'UDF, Nicolas Sarkozy a également opté pour la solution consistant à ne pas présenter de candidat UMP dans la plupart des circonscriptions détenues par un élu sortant UDF. Ces choix témoignent de la crainte des dirigeants de l'UMP de donner corps à l'image d'un parti dominant et autoritaire, mais elle repose également sur l'établissement de relations personnelles de dépendance avec un certain nombre de députés UDF qui pourraient se rallier à l'UMP en cas d'échec de François Bayrou.

En 2007, l'indétermination des étiquettes n'est plus de mise en raison non seulement de la stratégie d'autonomie de l'UDF et de sa critique frontale de l'UMP, mais également de la ligne sarkozyste en rupture avec le chiraquisme. Et l'équilibre des forces n'est plus d'actualité dans la mesure où existe une forte et croissante asymétrie des positions de l'UMP et de l'UDF. Une marge d'incertitude demeure : elle est liée d'une part au renouvellement des personnalités qui

De 1981 à 2002, il était difficile de distinguer deux électors de la droite modérée.

Jacques Chirac - Édouard Balladur : le combat fratricide de 1995.





Géographiquement et sociologiquement, l'électorat Bayrou est bien de droite.

incarneront, cette fois, la droite et d'autre part à la plus grande lisibilité des différences qu'elles incarnent.

LES STRUCTURES ÉLECTORALES À DROITE

Pour évaluer les lignes éventuelles de recomposition de l'électorat, il est nécessaire de rappeler comment cet électorat s'est jusqu'à présent structuré. Or, ce type d'analyse n'est pas chose aisée compte tenu de l'unité ou du brouillage des candidatures. Elle peut toutefois s'appuyer sur la comparaison des résultats du premier tour de Jacques Chirac et de François Bayrou lors de la présidentielle 2002.

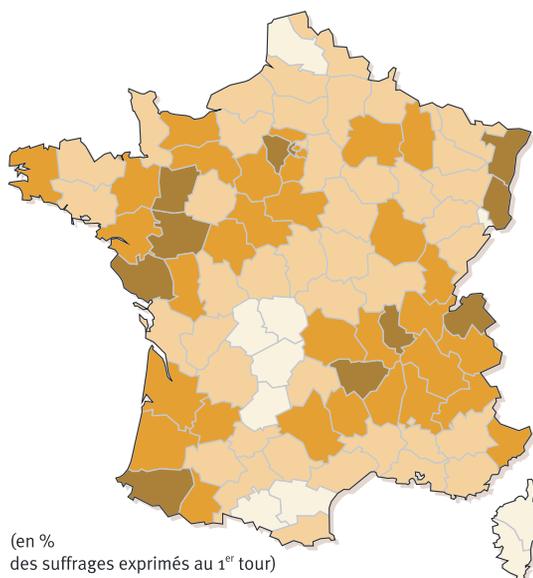
Si l'on compare la géographie électorale du vote Chirac entre 1995 et 2002, on constate des changements qui font apparaître une résorption de la fracture Balladur-Chirac et une « droitisation » de l'implantation chiraquienne : le président sortant reconquiert, par exemple, les terres de l'Ouest et de l'Est qui avaient préféré son rival en 1995. Parallèlement, la géographie électorale chiraquienne perd une forme de spécificité puisque les zones de force du chiraquisme, directement liées à son audience personnelle dans

l'Île-de-France et dans le Limousin, se sont affaiblies. Quant au vote Bayrou en 2002, il s'inscrit bien dans les structures géographiques de la droite et ne présente pas une implantation électorale clairement complémentaire de celle de Jacques Chirac. Toutefois, dans ce cadre géographique commun, les traits distinctifs d'un courant issu de la démocratie chrétienne sont repérables, en particulier dans les régions les plus marquées par le catholicisme, en Alsace, dans l'Ouest intérieur ou en région lyonnaise.

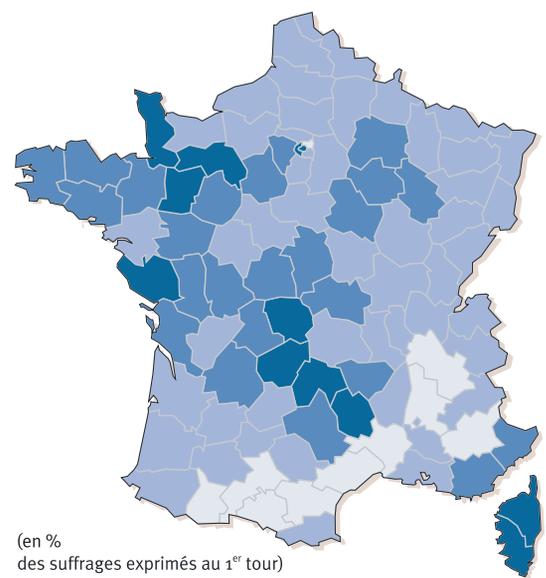
L'examen de la composition sociologique des deux électors permet de confirmer les enseignements de l'analyse géographique et de les préciser même si les classifications disponibles demeurent limitées. La différence en termes d'âge entre les électors ne semble, par exemple, guère significative (même si l'électorat de François Bayrou se révèle dans cette enquête plus jeune que celui de Jacques Chirac). En revanche, dans un ensemble dont il faut d'abord souligner l'homogénéité et l'appartenance à un univers classique de droite modérée principalement caractérisé par le poids des plus âgés, deux traits distinguent sensiblement la sociologie de ces deux électors : l'appartenance au catholicisme et le statut de travailleur indépendant.

Ce dernier renvoie à la dimension plus populaire de l'électorat chiraquien. En termes de niveau d'étude, la différence est réelle : 59 % des électeurs chiraquiens ont un diplôme inférieur au baccalauréat alors qu'ils

2002
François Bayrou



2002
Jacques Chirac



Source : Cevipof

La composition sociale des électors Chirac et Bayrou en 2002

		Électorat Chirac	Électorat Bayrou	Ensemble de l'électorat
Âge	18-24	7 %	12 %	11 %
	25-34	12 %	17 %	18 %
	35-49	22 %	21 %	29 %
	50-64	25 %	26 %	22 %
	65 et +	34 %	24 %	19 %
Diplôme	Sans diplôme	7 %	3 %	7 %
	Primaire	29 %	18 %	22 %
	CAP, BEP	23 %	19 %	26 %
	Bac	14 %	15 %	16 %
	Diplôme universitaire supérieur au Bac	26 %	44 %	28 %
Religion	Catholique pratiquant	18 %	27 %	10 %
	Catholique non pratiquant	64 %	53 %	59 %
	Autre religion	5 %	6 %	6 %
	Sans religion	12 %	14 %	25 %
PCS	Agriculteurs	6 %	3 %	3 %
	Cadres, professions libérales	11 %	17 %	11 %
	Professions intermédiaires	21 %	32 %	24 %
	Employés	46 %	33 %	45 %
	Ouvriers	11 %	12 %	14 %

Source : Panel électoral français, 2002

ne sont que 40% chez les électeurs de François Bayrou. Des différences similaires sont visibles si l'on prend en compte la composition socioprofessionnelle de leurs électors. Alors que l'électorat chiraquien reflète la composition socioprofessionnelle d'ensemble des électeurs français (avec toutefois une tendance à surreprésenter les agriculteurs au détriment des ouvriers), l'électorat de François Bayrou puise dans des milieux nettement plus favorisés, ceux des cadres et professions libérales (17% de l'électorat Bayrou, 11% de l'électorat Chirac) et des professions intermédiaires (32% de l'électorat Bayrou, 21% de l'électorat Chirac) plutôt que des employés (33% de l'électorat Bayrou, 46% de l'électorat Chirac).

Le deuxième trait qui permet de les distinguer met en jeu la classique variable religieuse dont on sait qu'elle reste décisive pour distinguer la droite de la gauche. Si les deux électors de droite ont bien en commun une plus forte inscription que l'ensemble de l'électorat dans l'univers catholique, celui de François Bayrou accentue très clairement ce trait : l'électorat Chirac est composé de 18% de catholiques pratiquants, ceux-ci comptent pour 27% de l'électorat Bayrou (rappelons qu'ils représentent 10% de l'ensemble des électeurs français). Les courants qu'incarnent l'UMP et l'UDF ont des structures communes qui les renvoient aux traits distinctifs de la droite française. Au sein de cette structure partagée, l'électorat

chiraquien (et sans doute sarkozyste) se démarque par une plus forte dimension populaire, celui de François Bayrou par le poids de son inscription dans l'univers catholique.

DES IDÉOLOGIES DIFFÉRENTES ?

Si l'on persiste dans la recherche des différences au sein de l'électorat de droite, la quête des éventuelles oppositions idéologiques s'impose. Géographiquement et sociologiquement, l'électorat Bayrou est bien de droite. L'est-il également du point des idées

Une droite implantée chez les catholiques pratiquants et les plus âgés.

Mon cheval pour un royaume!





Globalement, l'électorat Bayrou apparaît plus tolérant et moins autoritaire.

qu'il défend ? La réponse que l'on donnera à cette interrogation se fonde sur les données de l'élection présidentielle de 2002. Autrement dit, elle ne tient pas compte d'une possible « radicalisation » de ces électeurs sous l'effet de la stratégie de plus en plus critique du présidentiable de l'UDF. Cette nouvelle orientation de l'électorat UDF reste toutefois très hypothétique et n'est pas apparue clairement encore dans aucun des sondages de la pré-campagne présidentielle 2007. Trois questions portant sur les enjeux du libéralisme économique, de l'opinion à l'égard de l'Europe et des immigrés fournissent des indications assez claires.

S'agissant du degré d'adhésion au libéralisme, les deux électorats partagent une vision commune : ils sont nettement favorables au fait de « laisser plus de liberté aux entreprises » (72% des électeurs Chirac, 76% des électeurs Bayrou le souhaitent). Globalement, le libéralisme économique apparaît bien, depuis 1981, comme le ciment idéologique commun de la droite modérée. Cette dimension fondatrice pour la constitution traditionnelle du clivage gauche-droite est néanmoins nuancée par un auto-positionnement différencié des deux électorats. Quand l'électorat de

Jacques Chirac s'affirme sans aucune ambiguïté de droite (63 %), celui de François Bayrou lui préfère largement une identité centriste (60 %).

De manière plus surprenante, il n'existe pas de différence si radicale entre les deux électorats sur la question européenne, en tous les cas sur le bilan qu'ils tirent de l'appartenance de la France à l'Union européenne. Certes, l'électorat UDF apparaît plus pro-européen que celui de l'UMP sur un certain nombre d'indicateurs : 62% des électeurs UDF mais seulement 49% des électeurs UMP éprouveraient par exemple de grands regrets si l'Union européenne était abandonnée (*Panel électoral français*, 2002). De même, 23% des électeurs de Jacques Chirac se sentent seulement français et pas du tout européens en 2002 contre 15% parmi ceux de François Bayrou. Mais ces différences ne doivent pas être exagérées. Elles signalent d'abord la difficulté du candidat Chirac, en 2002, à rassembler l'ensemble de la frange souverainiste des électeurs de la droite modérée. Cela se vérifiera largement lors du référendum sur la ratification du Traité constitutionnel européen, en 2005, où le large consensus émergeant à droite pour soutenir cette ratification s'explique en partie par le rétrécissement de sa base électorale.

De ce point de vue, l'attitude à l'égard des immigrés est plus discriminante : 71% des électeurs Chirac en 2002 approuvent l'idée qu'il y a « trop d'immigrés », 50% des électeurs Bayrou partagent cette opinion (60% des électeurs dans leur ensemble sont du

Une droite libérale économiquement, européenne mais divisée sur les questions de société.

Les positions idéologiques des électorats Chirac et Bayrou en 2002

		Électorat Chirac	Électorat Bayrou	Ensemble de l'électorat
Position gauche - droite	À l'extrême gauche,	0 %	0 %	2 %
	À gauche,	5 %	10 %	34 %
	Au centre,	30 %	60 %	28 %
	À droite	63 %	26 %	26 %
	Ou à l'extrême droite ?	0 %	0 %	3 %
Pour faire face aux difficultés économiques, faut-il...	que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus ?	72 %	76 %	54 %
	ou, au contraire, que l'État les contrôle et les réglemente ?	25 %	21 %	43 %
Il y a trop d'immigrés en France.	Tout à fait d'accord	31 %	14 %	29 %
	Plutôt d'accord	40 %	36 %	31 %
	Plutôt pas d'accord	18 %	38 %	22 %
	Pas d'accord du tout	9 %	12 %	17 %
L'appartenance de la France à l'Union européenne est...	une bonne chose ?	72 %	79 %	64 %
	une mauvaise chose ?	3 %	3 %	5 %
	une chose ni bonne ni mauvaise ?	25 %	18 %	30 %

Source : Panel électoral français, 2002

même avis). Globalement, l'électorat Bayrou apparaît plus tolérant et moins autoritaire.

Par exemple, 11% des électeurs de l'UDF seraient tout à fait d'accord pour rétablir la peine de mort quand 29% des électeurs UMP le sont (*Panel électoral français*, 2002). Et cette différenciation en termes de valeurs s'inscrit pleinement dans un ancrage social plus populaire – pour l'UMP – ou plus élitiste – pour l'UDF –, le niveau de diplôme et l'aisance matérielle étant étroitement associés à un niveau plus élevé de tolérance culturelle.

*Nicolas Sarkozy :
un candidat
hégémonique
dans son camp.*



LA FAIBLE MARGE DE MANŒUVRE DE L'UDF

La structuration des électorats de l'UDF et de l'UMP, tels qu'ils se sont cristallisés en 2002, s'inscrit dans la transformation des clivages que connaît la France aujourd'hui. Unis dans ce qui définit traditionnellement la droite (la confiance dans les entreprises plutôt que dans l'État, la croyance dans la responsabilité des individus plutôt que l'égalité, la priorité donnée à l'ordre public et à la stabilité de la société plutôt qu'à la justice sociale), ces électorats se différencient sur une seconde dimension, celle du libéralisme culturel et de l'ouverture sur le monde. Et c'est précisément sur cette seconde dimension que l'UDF peut se rapprocher de la gauche modérée et représenter, en ce sens, une forme de centrisme. Mais cet espace politique est restreint et déjà largement occupé par le Parti socialiste.

Les enjeux de l'élection présidentielle pour la droite modérée sont décisifs. La domination de l'UMP sera-t-elle définitivement établie et l'UDF deviendra-t-elle une force résiduelle traversée par des tensions entre un noyau d'irréductibles partisans de la poursuite d'une stratégie centriste autonome et des députés désireux d'assurer leur réélection au prix d'une «vassalisation», voire d'une intégration à l'UMP? La réponse à cette question sera trouvée dans la capacité de Nicolas Sarkozy à rassembler au premier tour bien plus largement que ne le fit Jacques Chirac en 2002, tant ses bases présidentielles demeuraient très étroites au premier tour. ■

Et pour 2007 ?

À en croire les sondages de la pré-campagne, Nicolas Sarkozy paraît en situation de rassembler la majorité des voix de droite puisque les intentions de vote au sein de cet électorat mesurent un déséquilibre patent entre le leader de l'UMP qui est aux alentours de 30% d'intentions de vote et François Bayrou qui est nettement distancié. Mais, la situation reste mouvante compte tenu de l'indécision des électeurs : le score de François Bayrou est sans doute, du fait de son hétérogénéité et de sa plasticité, encore plus dépendant que celui de ses concurrents de la conjoncture et de l'évolution de la campagne.

En termes de structures sociologiques, les différences repérables en 2002 se retrouveront probablement et l'on peut s'attendre à un électorat Sarkozy plus populaire. Cette hypothèse apparaît d'autant plus probable que ce dernier a orienté sa campagne électorale en direction des classes moyennes, voire populaires, en affichant sa volonté de faciliter l'ascension sociale mais également – ce qui est plus nouveau – un souci de «protection». De ce point de vue, la marge de manœuvre de François Bayrou se réduit. Il ne semblait pas jusqu'à présent placer véritablement l'Europe au centre de son projet, ni mettre l'accent sur le libéralisme économique. Il tentait plutôt tout à la fois de récupérer le créneau plus social et républicain occupé en 1995 et depuis 2002 par Jacques Chirac et d'occuper un créneau plus protestataire en renvoyant dos à dos les «jumeaux» Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Une stratégie qui n'est pas sans rappeler la référence à une certaine «bande des quatre» dénoncée, plus à droite, dans les années 1980. Or l'adhésion à cette rhétorique de l'électorat UDF, jusqu'alors marqué par son aisance – d'un point de vue sociologique – et une certaine modération de ses positions politiques, est loin d'être certain. Mais l'inflexion, de plus en plus synchrétique, donnée par Nicolas Sarkozy à son discours de campagne modifie de toute façon les termes de la compétition.